

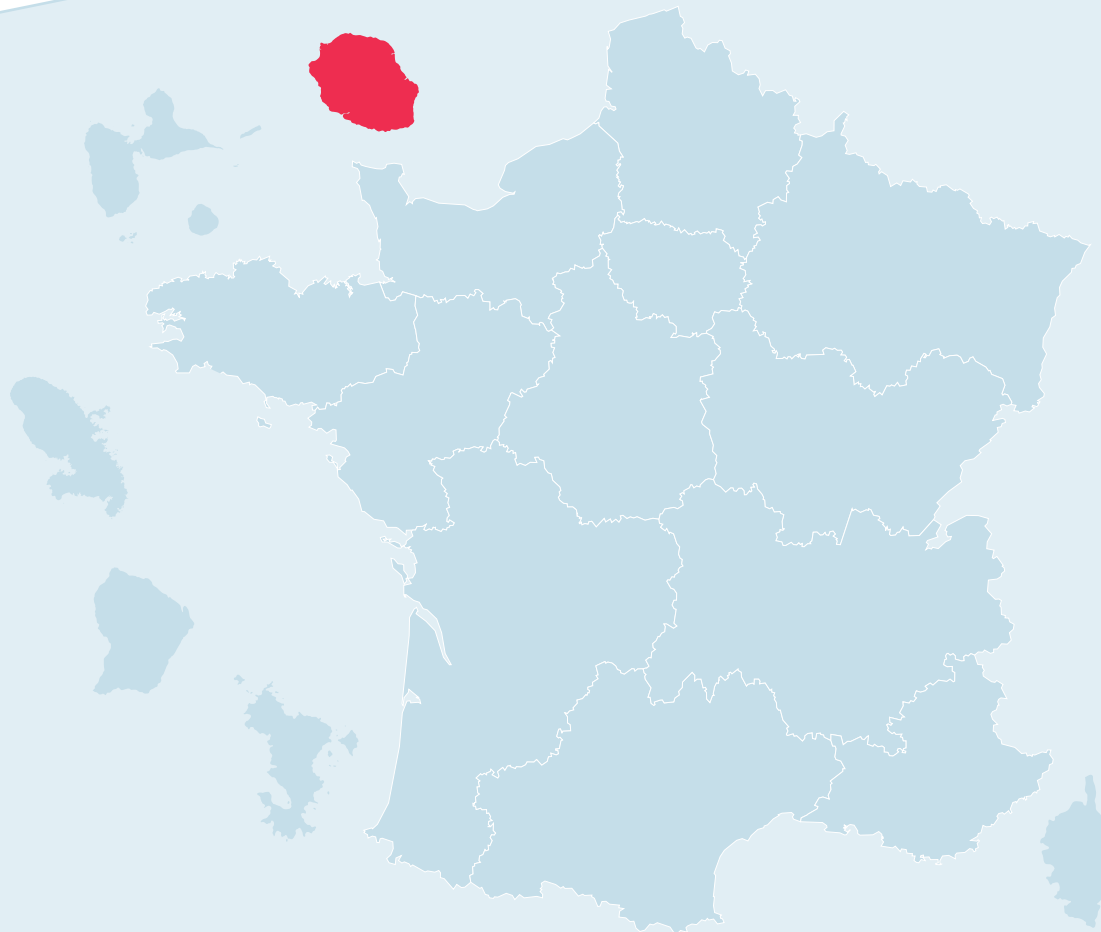


FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI

Monographies régionales



Mai 2024



R É G I O N
L A R É U N I O N



RÉGION LA RÉUNION

SOMMAIRE

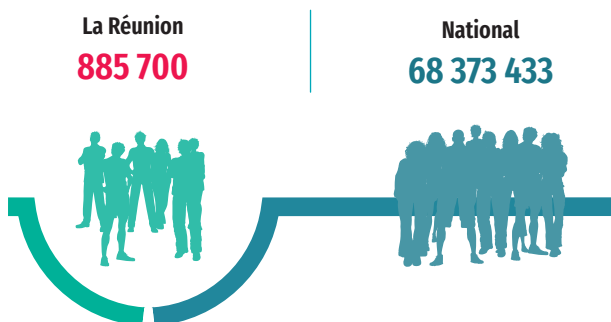
DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES	3
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE	5
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS	7
BUDGETS	9
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT)	10
DERNIERES ACTUALITES	12

La collecte des données chiffrées contenues dans ce document est arrêtée en avril 2024.

PRINCIPAUX INDICATEURS

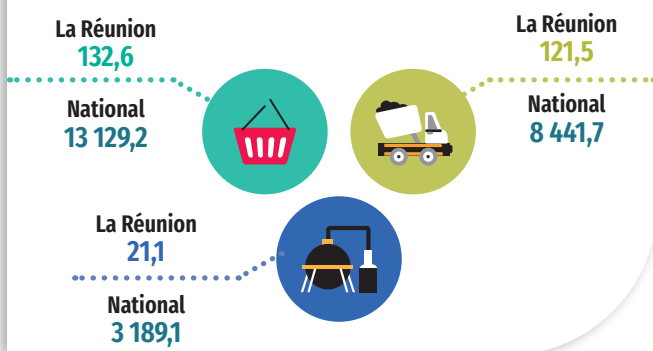
POPULATION

Nombre d'habitants au 1^{er} janvier 2024



SECTEURS D'ACTIVITÉ

Nombre d'emplois au 4^e trimestre 2023



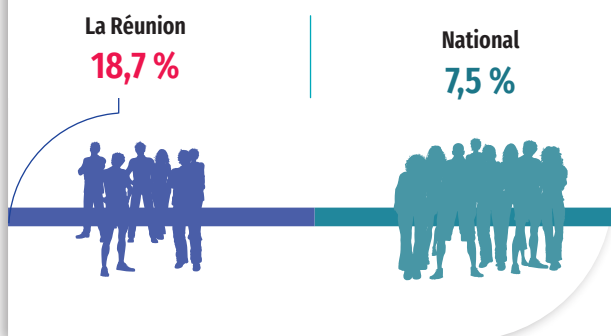
SECTEURS TERTIAIRE MARCHAND

SECTEURS INDUSTRIE

SECTEURS TERTIAIRE NON MARCHAND

TAUX DE CHÔMAGE 4^e trimestre 2023

% de la population active



DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre en janvier 2024

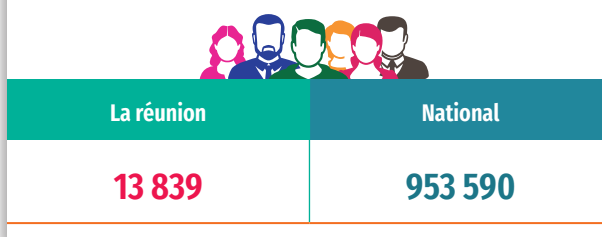


PRESTATAIRES DE FORMATION

	La réunion	National
Organismes de formation	1 014 en mai 2024	87 800 en 2022
CFA/SA	126 en mai 2024	3 123 en 2022/2023

EFFECTIFS D'APPRENTIS

Nombre en 2022/2023



BUDGET GLOBAL

Évolution des dépenses formation de la région en millions d'euros

Année	2020	2021	2022
Montant (millions d'euros)	84,1	81,4	70,3

BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

En 2022 en millions d'euros (source Loi de finances)



BUDGET PRIMITIF 2024 : 252 207 062 euros pour l'axe « Développement humain et solidaire »

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

POPULATION ET EMPLOI	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
POPULATION TOTALE	872 635 en 2020	880 875 en 2021 (1) 885 700 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2024) (2)	0,94 % (2020/2021)	68 620 565 en 2021 (1) 68 373 433 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2024) (2)
POPULATION ACTIVE	331 000 en 2019	388 912 en 2020	17,5%	30 189 335 en 2020 (France hors Mayotte) 30 065 000 en 2021
dont 16-25 ans	Non renseigné	45 823 en 2020	-	3 036 565 en 2021
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	119 030 (4 ^e trimestre 2022)	115 820 (4 ^e trimestre 2023)	-2,7%	5 413 300 (Janvier 2024)
Moins de 25 ans	15 940 (4 ^e trimestre 2022)	16 440 (4 ^e trimestre 2023)	3,14%	694 100 (Janvier 2024)
25-49 ans	65 080 (4 ^e trimestre 2022)	62 790 (4 ^e trimestre 2023)	-3,52%	3 235 100 (Janvier 2024)
50 ans ou plus	38 010 (4 ^e trimestre 2022)	36 590 (4 ^e trimestre 2023)	-5,26%	1 484 100 (Janvier 2024)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	17,1 % (4 ^e trimestre 2022)	18,7 % (4 ^e trimestre 2023)	1,6%	7,5 % au 4 ^e trimestre (France hors Mayotte)
dont 15-24 ans	Non renseigné	41,9 % en 2022	-	17,5 % au 4 ^e trimestre 2023 (France hors Mayotte)
dont 25-49 ans	Non renseigné	16,2 % en 2022	-	7 % au 4 ^e trimestre 2023 (France hors Mayotte)
dont 50-64 ans	Non renseigné	13,5 % en 2022	-	5 % au 4 ^e trimestre 2023 (France hors Mayotte)

Sources : Insee, DARES, JO

(1) Décret no 2023-1256 du 26 décembre 2023 authentifiant les chiffres des populations (JO du 27 décembre 2023)

(2) Estimation INSEE janvier 2024 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012692#tableau-TCRD_021_tab1_regions2016

SECTEURS D'ACTIVITÉS POUR LA RÉGION	LIBELLÉ	NB D'EMPLOI / %	AU NIVEAU NATIONAL
SECTEURS GÉNÉRIQUES (4 ^e trimestre 2023)	Tertiaire marchand	132 600	13 129 200
	Tertiaire Non marchand	121 500	8 441 700
	Industrie	21 100	3 189 100

Source : Insee 2024

MÉTIERS EN TENSION	RÉGION	NATIONAL
	<p><u>Liste des métiers porteurs à La Réunion – CREFOP 2023</u></p> <p><u>Liste des besoins en main d'œuvre à La Réunion, France travail, avril 2024</u></p>	<p>France compétences : Liste annuelle des métiers émergents pour 2024 www.francecompetences.fr/app/uploads/2023/12/Metiers-en-evolution-ou-en-emergence_2024.pdf</p> <hr/> <p>Quels métiers en 2030 ? Rapport France Stratégie et la Dares https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2022-pmq-rapport-mars_4.pdf</p>

Sources : France Compétences, France Stratégie et Base FAR de Centre Info, 2024

INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

LES ORGANISMES DE FORMATION

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF	Non renseigné	1014 en mai 2024 selon le Carif	-	87 800 en 2022
Formations commandées et rémunérées par les Conseils régionaux	5 200 en 2021	5 800 en 2022	11,54%	367 500 en 2022

Sources : Annexes aux projets de loi de finances de 2023 et 2024

APPRENTISSAGE

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA	180 En 2022	126 CFA en mai 2024 selon le Carif	-	3 123 en 2022/2023
Montant de la dépense pour l'apprentissage (en milliers d'euros)	13,1 M€ en 2021	6,9 M€ en 2022	-53,85%	297,6 M€ en 2022
Effectif d'apprentis	694 en 2021/2022	13 839 en 2022/2023	1894,09%	953 590 en 2022/2023
Nb de contrats d'apprentissage	14 980 en 2022	14 308 en 2023	-4.49%	830 459 en 2022

Sources : RERS, DARES PoEm, Annexes aux projets de Lois de Finances pour 2023 et 2024, Réunion Prospective Compétences

PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

La France a lancé en 2004 une nouvelle politique industrielle. Les pôles de compétitivité ont été créés pour structurer des réseaux sur une thématique donnée, en associant des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique, la politique des pôles de compétitivité constituant un important levier de la politique d'innovation française. Depuis 2019, les régions assurent le suivi des actions des pôles.

Pour la phase V (2023-2026), cinquante-cinq pôles de compétitivité dont 2 nouveaux ont été labellisés en France.

1 POLE DE COMPETITIVITE DANS LA REGION LA RÉUNION

Qualitropic

Qualitropic est un pôle de compétitivité accélérateur d'innovation. Basé à La Réunion, il fédère le monde de l'entreprise et de la recherche autour d'une thématique : la « bioéconomie tropicale ».

<https://technopole-reunion.com/adherent/qualitropic/>

Source : <https://www.entreprises.gouv.fr/fr/innovation/poles-de-competitivite/presentation-des-poles-de-competitivite, 2024>

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS

Le territoire national compte plus d'une centaine de Campus des métiers et des qualifications dans des champs d'activités très divers. 11 nouveaux Campus des métiers et des qualifications ont été labellisés en novembre 2023, dont 9 avec la mention Excellence.

DEUX CAMPUS DES METIERS A LA RÉUNION

Campus des métiers et des qualifications Génie civil et écoconstruction en milieu tropical

- Territoire : Réunion – Mayotte
- Secteurs professionnels : Bâtiment, travaux publics, architecture
- Filière(s) de formation : Bâtiment, travaux publics, architecture et construction, énergies et environnement, bois, matériaux-de construction, domotique

Campus des métiers et des qualifications Du management & services numériques

- Territoire : Océan Indien
- Secteurs professionnels : Management et Services Numériques
- Filière(s) de formation : Professionnelles et qualifiantes : gestion / administration, commercialisation de biens et services, informatique de gestion, Technologiques et universitaires : Générales et grandes écoles - FTLV-Numériques

Source : [Ministère de l'Éducation nationale, 2024](#)

PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

CONSEIL RÉGIONAL

Groupe Majoritaire Politique	Pour la Réunion (PLR) gauche démocratique et républicains
Président(E)	Huguette BELLO
Vice-Présidente	Karine NABENESA, Déléguée à la formation professionnelle et de l'apprentissage

COMMISSIONS

Commission Education, Formation, Jeunesse et Réussite	
Présidente	-
Commission en charge de l'apprentissage (n'existe pas)	
Président(e)	-
Commission Développement économique et Entreprises	
Président(e)	-

DIRECTIONS GENERALES

Direction Général Des Services	
Directrice	Claudine DUPUY
Direction Général Adjoint	
Directrice	Nadine CAROUPANIN

DIRECTION FORMATION ET APPRENTISSAGE

Direction de la Formation professionnelle	
Directeur	Jean-Luc MINATCHY
Pôle apprentissage	
Responsable	Gilles TARBES

Source : Conseil régional, 2024

SERVICES DE L'ÉTAT

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	FILIPPINI	Jérôme	02 62 40 77 77
SGAR	INFANTE	Nathalie	02 62 40 77 77
DEETS	VERGUIN	Damienne	02 62 94 07 07
Recteur	MOURIER	Pierre-François	02 62 48 10 10

INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX**CARIF-OREF****Réunion Prospective Compétences**

Directeur : David RIVIERE

Site internet : <https://www.rpc.re/>

BUDGETS

DÉPENSES FORMATION PROFESSIONNELLE-APPRENTISSAGE

DEPENSES 2020/2021/2022 en millions d'euros

	Dépenses totales	Formation professionnelle continue	Apprentissage	Formations sanitaires et sociales	Dépenses non ventilables
2020	84,1	48,4	17,2	18	0,5
2021	81,4	43,6	13,1	24,4	0,3
2022	70,3	41,8	6,9	21,5	0,1

Sources : Annexes aux Projets de loi de finances pour 2022/2023/2024

BUDGET PRIMITIF

Voté le 14 décembre 2023 - les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région

Le budget primitif 2024 est d'un montant de 1,07 milliards euros dont 252,21 millions d'euros pour l'axe « Développement humain et solidaire ».

BUDGET PRIMITIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2024 (en euros)

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	683 226 100	552 625 100
Investissement	384 937 000	515 538 000
Total	1 068 163 100	1 068 163 100

Capacités d'engagement

Libellé	BP 2023	BP 2024	Evol°
Formations adaptées (Axe développement humain et solidaire)			
Fonctionnement	100 094 170 (AE) 99 350 000 (CP)	109 221 630 (AE) 102 773 500 (CP)	9,2% (AE) 3,45% (CP)
Investissement	6 234 925 (AP) 11 547 281 (CP)	16 761 000 (AP) 13 739 000 (CP)	168,82% (AP) 1,98% (CP)
Développement économique			
Fonctionnement	58 894 358 (AE) 39 464 021 (CP)	61 060 286 (AE) 41 474 512 (CP)	3,68% (AE) 5,09% (CP)
Investissement	42 645 252 (AP) 56 946 046 (CP)	70 436 868 (AP) 51 430 062 (CP)	65,17% (AP) -9,69% (CP)

Source : Conseil régional La Réunion, 2024

PROGRAMMATION RÉGIONALE (ET PARTENARIAT)

En mai 2024, les nouveaux Contrat de convergence et de transformation, CPRDFOP et PRIC sont en cours de négociation.

CONTRAT DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION 2019 – 2022 (signé le 8 juillet 2019) (Prorogé jusqu'à fin 2023)

Trois grands objectifs ont été définis : le développement des infrastructures (routières, maritimes, aéroportuaires, logements, assainissement et traitement des déchets) et de la mobilité durable ; l'accompagnement des nouveaux moteurs de croissance et l'organisation de l'économie en filières compétitives (numérique, énergie, tourisme, agriculture, pêche, services à la personne, etc.) et enfin ; l'insertion régionale et plus largement de l'ouverture au monde du territoire réunionnais.

En chiffre, le CCT de La Réunion mobilise 608 millions d'euros, répartis entre l'État (398 millions), la Région (123 millions), le département (82 millions) et le Comité d'agglomération (5 millions). À cela s'ajoute 166 millions d'euros « de crédits valorisés », hors fonds européens. L'investissement total s'articule en cinq volets : le renforcement de la cohésion des territoires (101 millions d'euros) ; la mobilité multimodale (57 millions d'euros) ; la résilience face au changement climatique (transition écologique et énergétique comprise), aux risques naturels et au risque requin (100 millions d'euros) ; la recherche, l'innovation, l'enseignement supérieur (82 millions d'euros) ; la cohésion sociale et l'employabilité (268 millions d'euros).

La contractualisation du volet « Cohésion sociale et employabilité » prend la forme d'un pacte ultramarin d'investissement dans les compétences de 253,3 M€, totalement intégré temporellement dans le contrat de convergence et de transformation. Ce pacte a été signé le 18 avril 2019 entre l'État et le Conseil régional de La Réunion. Il vise à construire une société des compétences au bénéfice premier des plus éloignés de l'emploi, tout en veillant à une meilleure adéquation avec les besoins des entreprises. Il sera complété par des actions en faveur de l'apprentissage, de soutien à l'économie sociale et solidaire ou en faveur de l'égalité femme-homme et la lutte contre les discriminations.

Source : Base FAR, Centre Info, 2024

ACCORD DE RELANCE (Signé le 25 mars 2021)

Cet accord régional de relance (de 1,040 Milliards d'euros) a pour objectif de mettre en cohérence l'ensemble des actions financées par :

- Le Plan France Relance pour l'État et REACT UE FSE : 389 300 000€
- Les fonds propres de la Région Réunion et REACT UE FEDER : 461 300 000 €
- Les fonds propres du Département de La Réunion et du FEADER Transition : 189 800 000 €

Les objectifs de l'accord sont :

1- Assurer la lisibilité, la cohérence et la transparence entre les différentes actions de relance à La Réunion afin de permettre une utilisation efficiente par les bénéficiaires de ces actions, et articuler efficacement l'ensemble des moyens, avec pour objectif de définir des lignes de partage les plus précises et les plus opérationnels entre les différents instruments.

Sont mentionnés ci-après les moyens déconcentrés indicatifs du plan France Relance, de même que les actions du plan France Relance qui sont localisables à La Réunion ainsi que les actions de relance finançables par REACT UE et celles intégrées aux futurs PO 2021-2027 concernés au titre de la relance.

2- Donner la priorité à une exécution rapide des plans de relance par la mise en œuvre de moyens humains, techniques et réglementaires appropriés, afin d'en maximiser l'impact attendu en matière économique, social et environnemental. En cas de retard, des redéploiements pourront être effectués au niveau national et au niveau des programmes européens.

3- Déterminer les axes de travail d'une adaptation de l'actuel contrat de convergence et de transformation 2019-2022 pour y intégrer des mesures territorialisées du plan de relance national puis y travailler avec les autres partenaires et mettre en œuvre la clause de revoyure à mi-parcours prévue lors de sa signature.

4- Mettre en place une gouvernance partagée à plusieurs niveaux avec :

- un comité régional de pilotage et de suivi de la relance, co-présidé par le préfet de région, le président du Conseil régional, le président du Conseil départemental et le directeur régional des finances publiques,
- un comité technique régional opérationnel réunissant le Secrétaire général des affaires régionales, le sous-préfet à la relance et les directeurs généraux des services du Conseil régional et du Conseil départemental,
- un comité de suivi technique des projets par microrégion réunissant les services de l'EPCI concerné, des communes membres, de l'Autorité de Gestion FEDER-FSE+, de l'Agence de Gestion des Initiatives Locales en matière européennes et de l'État.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2024

CPRDFOP 2018-2021

Le CPRDFOP a été adopté par délibération lors de la session plénière du Conseil régional le 22 juin 2018.

Parmi les objectifs du CPRDFOP :

- Elever leur niveau de qualification.
- Favoriser leur épanouissement personnel, notamment grâce à une orientation choisie.
- Réduire les inégalités et assurer l'égalité des chances.
- Adapter l'offre de formation professionnelle aux besoins économiques et au développement économique futur.
- Accompagner les entreprises dans l'identification de leurs besoins présents et futurs en main d'œuvre et compétences
- Contribuer à la compétitivité des entreprises

Ainsi, le CPRDFOP s'articule autour de 4 axes stratégiques :

1. Mieux orienter pour mieux former et mieux insérer.
2. Garantir un parcours sécurisé et de qualité à chaque réunionnais.
3. La formation, un levier de compétitivité économique régionale et territoriale.
4. La formation, une politique évaluée et pilotée.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2024

PACTE D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES POUR LA RÉUNION

En présence de Jean-Marie MARX, Haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de La Réunion et Didier ROBERT, président du conseil régional de La Réunion ont signé le pacte régional d'investissement dans les compétences entre l'État et le Conseil régional de La Réunion, le 18 avril 2019.

Les objectifs du plan régional d'investissement dans les compétences sont :

- proposer aux réunionnais des parcours qualifiants et un accès personnalisé à l'emploi ;
- accompagner les projets innovants dans les territoires,
- placer l'entreprise au cœur du système ;
- consolider la dynamique partenariale ;
- relever le défi des mutations économiques, numériques et énergétiques ;
- garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés : une exigence pour construire une société de compétences.

Une enveloppe globale de 253,3 millions d'euros de l'État sera déployée sur la période 2019-2022 pour la formation des personnes les plus éloignées de l'emploi et répondre ainsi aux besoins immédiats et futurs des entreprises afin de garantir la cohésion de notre société.

La mise en œuvre de ces parcours de formation sera effectuée par la Région Réunion et Pôle emploi.

En complément de cette contribution de l'État, la Région s'engagera à maintenir durant ces 4 années, son effort propre pour la formation professionnelle à hauteur de 34 M €/an représentant une enveloppe globale de 136 M€ pour 2019-2022.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2024

DERNIERES ACTUALITÉS

Lancement de la marque territoriale "LA RÉUNION"

Ce jeudi 2 mai 2024, Huguette BELLO, Présidente de la Région Réunion a révélé la marque de territoire La Réunion. Fruit d'un travail collectif conduit avec les acteurs socio- économiques du territoire et les Réunionnais, cette marque est un nouvel outil au service du développement local. Son objectif : donner plus de visibilité sur la scène nationale et internationale aux entreprises, talents et expertises de La Réunion pour maximiser les retombées positives en local. Une marque pour soutenir les démarches d'export et d'internationalisation des acteurs locaux.

L'île lance sa stratégie de valorisation des atouts du territoire pour mieux rayonner et accompagner les acteurs locaux dans leur développement.

La création d'une **marque territoriale** répond à un besoin fort exprimé par les acteurs économiques du territoire pour soutenir leurs efforts d'internationalisation et plus largement, l'attractivité économique de La Réunion. Elle s'inscrit pleinement dans la droite lignée des ambitions de La Nouvelle Économie (le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation – SRDEII) qui vise à développer et à promouvoir les filières à forte valeur ajoutée pour le développement de La Réunion.

La marque La Réunion vise ainsi à mieux faire connaître et à mieux valoriser l'image de notre territoire sur les marchés extérieurs, à travers une identité forte, des outils de promotion communs et des actions ciblées répondant aux enjeux du développement local.

Au-delà du seul champ économique, la marque est un outil pour tous les acteurs locaux qui souhaitent s'en saisir, et plus particulièrement ceux engagés dans une démarche d'export ou d'internationalisation des produits, savoir-faire, entreprises et talents de La Réunion (Innovation, nouvelles technologies, industries culturelles et créatives, sport, éducation, formation professionnelle, recherche, médicale, agriculture, gastronomie et produits du terroir, sciences humaines et sociales, ...).

Un comité de marque pour assurer le suivi opérationnel

Le lancement de la marque La Réunion s'est tenu en présence de représentants du Comité de marque. Créé dès 2023 et rassemblant une trentaine d'acteurs du monde économique réunionnais, il a vocation à être associé au déploiement et à l'animation de la marque La Réunion. L'objectif : assurer l'adéquation de la stratégie de marketing territorial avec les besoins des opérateurs économiques du territoire.

Une réalisation collective pour valoriser le meilleur de La Réunion

Engagée depuis 2021 par la Région Réunion dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la création de la marque La Réunion a associé de nombreux acteurs socio-économiques et institutionnels du territoire. Cette association s'est encore élargie en 2023 avec l'organisation du 27 novembre au 17 décembre de la consultation citoyenne ALON MÈT LA RÉUNION EN LÈR sur toute l'île et en ligne. L'implication de toutes les forces vives du territoire a permis de bâtir une identité de marque forte pour ce nouvel outil de visibilité, véritable emblème fédérateur pour La Réunion.

« La démarche que nous lançons aujourd'hui est attendue par les opérateurs réunionnais qui ont besoin de cet emblème fédérateur pour distinguer leur savoir-faire. Cette marque est désormais la vôtre. Elle n'appartient ni à la Région ni à aucune autre institution, groupe d'acteurs ou organisation. Elle appartient à tous les Réunionnais. Saisissons la pour réussir ensemble, pour faire briller notre île et valoriser notre terre commune. » Huguette BELLO, Présidente de la Région Réunion

La marque se révèle et se déploie

Après la création, une nouvelle phase s'ouvre pour la marque La Réunion : le déploiement de la stratégie de marketing territorial. Les prochains mois seront consacrés à la structuration d'outils et à la mise en œuvre d'opérations ciblées pour accompagner toujours mieux les entreprises et les pépites locales.

Prochains rendez-vous : la marque sera présentée pour la première fois au niveau national dans le cadre du salon VivaTech, organisé du 22 au 25 mai à Paris, sur la thématique de l'innovation et du numérique. Quelques jours plus tard, à la fin du mois de mai, à la marge du tournoi de tennis Roland Garros et quelques semaines avant les jeux olympiques, un événement dédié à

la valorisation du territoire Réunionnais sous l'angle sportif sera organisé. Il mettra en lumière le haut potentiel sportif à travers les parcours de nos grands champions.

Les acteurs qui souhaitent devenir partenaires de la marque peuvent d'ores et déjà formuler leur demande d'adhésion gratuite sur marquelaunion.re.

Source : Conseil régional La Réunion, 3 mai 2024

Éducation : visite d'une délégation "Régions de France"

La Région Réunion a accueilli le lundi 25 mars une délégation de vice-Présidents de conseils régionaux, membres de la Commission Éducation de « Régions de France », en visite à La Réunion pour découvrir les différents dispositifs proposés par la collectivité régionale dans les lycées.

« Pour la première fois, nos collègues venus des Régions de l'Hexagone ont l'opportunité de découvrir notre île, d'apprécier ses forces et de comprendre ses défis, tout en allant à la rencontre de notre jeunesse », a noté la Présidente de Région, Huguette Bello, dans son allocution d'accueil, « bien sûr, c'est également une chance pour nous de les entendre, de partager nos expériences et de découvrir leurs projets d'avenir qui peuvent aussi être des sources d'inspirations. » La Région Réunion a fait de la réussite éducative des jeunes Réunionnais et de l'égalité des chances des priorités de son projet de mandature. En 2024, 25% de son budget est consacré à l'enseignement secondaire, à l'enseignement supérieur, à la formation, à la culture, au sport et à la solidarité.

« Notre présence ici est l'occasion de saluer le travail et l'engagement exemplaire de la Région Réunion sur des sujets qui sont aussi au cœur de nos préoccupations. Il est évident que tout ne passe pas à Paris ! Nous sommes là pour découvrir, apprendre et nous inspirer, aussi, des dispositifs innovants mis en œuvre par la Région Réunion. Le dispositif de cantine à 1 euro, par exemple, c'est quelque chose de remarquable qui nous intéresse au plus haut point », explique Kamel Chibli, vice-Président de la Région Occitanie et Président délégué de la commission « éducation-orientation » de « Régions de France ». Au cours cette semaine, la délégation de Régions de France visitera plusieurs établissements (lycée Stella, lycée hôtelier Christian Antou et lycée Marie Curie) et entreprises. Elle se rendra également, notamment, à la Cité des Métiers et au Cyclotron du CYROI.

Kamel Chibli (vice-Président « éducation orientation, jeunesse, et sports » de la Région Occitanie et Président délégué de la Commission éducation-orientation de Régions de France) : « Notre présence est l'occasion de saluer l'engagement exemplaire de la Région Réunion sur des sujets qui sont aussi au cœur de nos préoccupations. Nous sommes là pour découvrir, apprendre et nous inspirer, aussi, des dispositifs mis en œuvre par la Région Réunion. »

Céline Sitouze (vice-Présidente de la Région Réunion, déléguée à l'éducation) : « Cette visite est particulièrement gratifiante car elle vient reconnaître l'important travail que nous avons réalisé en matière d'éducation, depuis notre arrivée aux responsabilités. Elle traduit un réel dynamisme de notre collectivité qui est désormais reconnu dans l'hexagone ».

Christèle Willer (vice-Présidente « lycée durable et éducation » de la Région Grand Est) : « L'idée de cette visite est bien évidemment d'échanger et de découvrir ce que propose ici la Région Réunion. Un dispositif comme celui de la cantine à 1 euro, par exemple, cela nous intéresse de savoir comment cela a été mis en place. Si ça fonctionne ici, on aimerait pouvoir nous en inspirer. »

Marie-Florence Bulteau-Rambaud (vice-Présidente « éducation, lycées, orientation et apprentissage » de Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur) : « Nous avons tous à y gagner en partageant nos expériences et nos pratiques. Nous partageons avec La Réunion des préoccupations similaires, notamment sur la question de l'égalité des chances. Le dispositif de cantine à 1 euro nous intéresse tout particulièrement ».

Océane Godard (vice-Présidente « lycées, offre de formation, apprentissage, orientation » de la Région Bourgogne Franche-Comté) : « Nous sommes engagés dans une importante démarche de réflexion sur le lycée de demain. Quand on entend parler de La Réunion chez nous, c'est toujours de manière positive alors nous sommes évidemment très heureux de venir constater le travail accompli ici. Ce sera forcément très enrichissant ».

Valérie Debord (vice-Présidente « emploi, formation, orientation et apprentissage » de la Région Grand Est) : « Puiser à la source des expériences qui ont déjà fait leurs preuves, c'est toujours intéressant. C'est tout le sens de notre visite ici ».

Source : Conseil régional La Réunion, 26 mars 2024

A la Réunion, des parcours adaptés pour les allocataires du RSA

La Première ministre, Elisabeth Borne, s'est rendue le 13 mai 2023 à l'agence Pôle Emploi, de Trois Bassins, pour lancer l'expérimentation France Travail à La Réunion.

La Réunion fait en effet partie des 18 territoires volontaires pour tester France Travail. Elle est, parmi eux, le seul territoire ultramarin et le seul département à avoir recentralisé le paiement du revenu de solidarité active (RSA) en 2020. L'expérimentation 2023 concerne les seuls bénéficiaires du RSA.

Les communes de Saint-Leu et de Trois-Bassins constituent les territoires pilotes sur lesquels 2 200 allocataires du RSA bénéficieront d'un accompagnement renforcé pour faciliter leur accès à l'emploi.

L'expérimentation France Travail va proposer aux allocataires des parcours adaptés à leurs besoins et à leurs projets. Un contrat d'engagement sera signé. Il prévoira un accompagnement de 15 à 20 heures, comme pour le contrat d'engagement jeunes (CEJ).

Il comprendra des activités co-définies, tels que des ateliers de remobilisation ou des actions de formation. L'Etat appelle aussi à la mobilisation des entreprises pour que ce dispositif fonctionne.

Source : Site de Centre Inffo, Rubrique Régions, mai 2023

Les Régions au cœur de la formation



Centre Inffo - Mai 2024

Centre Inffo propose aux professionnels de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles une expertise en droit et ingénierie, une offre de formation et une information sur mesure et spécialisée. Il réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et anime les débats des professionnels. Association sous tutelle du ministère en charge de la Formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public de capitalisation dans le champ de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles. Fort d'une équipe de 75 collaborateurs, Centre Inffo s'engage à apporter à ses partenaires et ses clients publics et privés une expertise actualisée et une méthodologie éprouvée au service de leurs enjeux et projets.

Centre Inffo
4, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La Plaine cedex
Tél. : 01 55 93 91 91 - www.centre-inffo.fr

Département Régions-Europe-International
contact.regions@centre-inffo.fr